

UNDP/PNUD Welcome Video FR (French)

[00:00:18] Je m'appelle Francine Pickup et je suis directrice adjointe du Bureau de l'appui aux politiques et aux programmes au Programme des Nations unies pour le développement. Je suis très heureuse de vous accueillir à ce MOOC sur l'information et les élections à l'ère numérique. Tout d'abord, je tiens à remercier nos partenaires de l'UNESCO et le Centre Knight pour le journalisme dans les Amériques de l'Université du Texas pour leur excellente collaboration dans l'organisation de ce cours, ainsi que pour leur engagement continu à soutenir le journalisme et le partage d'informations pendant les élections à l'ère numérique. Permettez-moi de commencer par exposer certaines des idées qui sous-tendent la coopération entre le Centre Knight, l'UNESCO et le PNUD sur l'information et les élections à l'ère numérique du point de vue de la gouvernance. La gouvernance démocratique à travers le monde est soumise à une pression croissante. La confiance et les contrats sociaux se détériorent face à un large éventail de problèmes, allant des contractions économiques dues à la pandémie de COVID 19, à une crise croissante de la dette, au rythme rapide des changements technologiques et au mécontentement croissant de la population face au statu quo, y compris la sous-performance - réelle ou perçue comme telle - des gouvernements et le manque de confiance dans les élections en tant que mécanismes susceptibles de créer les changements souhaités par la population. Nous devons donc réinventer et redynamiser les systèmes politiques. Nous avons besoin de sphères et d'espaces publics réellement ouverts et inclusifs, si nous voulons réduire la polarisation, inverser l'érosion de la confiance envers les institutions, y compris les institutions électorales, et redynamiser les contrats sociaux. La précision et la fiabilité jouent un rôle crucial dans le rétablissement de la confiance et doivent être protégées. L'échange ouvert d'informations et les espaces de débat et de dialogue autour d'idées contradictoires sont fondamentaux pour les processus démocratiques. L'échange d'informations est la pierre angulaire des élections tant les conséquences de la numérisation et les possibilités de rechercher, de recevoir et de communiquer des informations politiques et de partager des idées entre les citoyen.nes, entre les acteurs.rices politiques et les partis politiques sont sans précédent, les informations relatives aux élections circulant plus rapidement et plus facilement que jamais. Malgré ces opportunités, l'écosystème actuel de l'information ne permet pas cet échange critique. La légitimité du processus démocratique peut être entachée par des informations non vérifiées, ainsi que manipulées et polluées par la désinformation. Le discours de haine trouve également un terrain fertile dans ce nouvel écosystème de l'information. Cela compromet l'efficacité de la gouvernance et de la cohésion sociale et peut également entraîner des violences en ligne et hors ligne. Les manipulations, les intimidations et les interférences lors des élections ne sont pas nouvelles, mais elles ont évolué et sont maintenant amplifiées par des technologies numériques peu coûteuses et facilement accessibles. Alors, comment pouvons-nous préserver l'intégrité et la crédibilité des processus électoraux tout en protégeant la chaîne de valeur de l'information ? Trouver des réponses appropriées à cette situation n'est pas une tâche facile et il n'existe pas de solutions toutes faites. Compte tenu de la nature complexe de ces défis et des liens entre les élections et d'autres domaines de gouvernance, il est important d'aborder l'assistance électorale d'une manière plus intégrée dans le cadre d'un ensemble plus large de stratégies de gouvernance, en incluant des domaines tels que l'assistance parlementaire, en encourageant une plus grande participation des femmes et des jeunes, en veillant à ce que les personnes handicapées ne soient pas laissées de côté. Et nous devons soutenir l'information, l'intégrité dans les processus électoraux, c'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui. En tant qu'agence chef de file soutenant la gouvernance et l'assistance électorale dans le monde, le PNUD a été invité à accompagner de nombreux processus électoraux au fil des ans. Plus de 50 par an, en fait. Un quart de l'ensemble de l'aide

publique au développement ou de l'APD destinée aux élections mondiales a été acheminé par le PNUD, selon les chiffres de l'OCDE au cours de la période de 2003 à 2020. En tant que principal acteur de l'assistance électorale des Nations unies, le PNUD a été le témoin de première main de l'évolution des élections dans le domaine numérique et des ajustements que les organes de gestion électorale et les acteurs électoraux ont dû apporter pour répondre aux opportunités et aux défis qui en résultent. Ce MOOC inclut certaines des questions soulevées et les leçons que nous avons tirées de ces expériences, qui peuvent contribuer ensemble à l'élaboration de réponses appropriées de la part des différentes parties prenantes. Il identifie les points d'entrée potentiels pour la coopération entre les entreprises de médias sociaux, les organes de gestion électorale, les observateurs électoraux, les journalistes, la société civile, les blogueurs et d'autres acteurs électoraux qui ont tous un rôle important à jouer dans le développement de la maîtrise de l'information à long terme et de l'engagement citoyen et des campagnes d'éducation à l'utilisation responsable des technologies numériques pour la mise en place des pratiques de vérification des faits. Prenons l'exemple de la Zambie, où les panels d'organisations ont utilisé un outil de vérification des faits soutenu par le PNUD pour lutter contre la propagation de faux discours avant les élections d'août 2021. Cet outil de vérification des faits combinait de nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique avec la vérification des faits en personne. Tournons-nous vers la commission de supervision des élections au Liban, qui a utilisé pour la première fois la surveillance des médias numériques, avec le soutien du PNUD. La commission a analysé manuellement plus de 15 000 articles et tweets pour détecter les discours de haine, la violence en ligne à l'égard des femmes et la désinformation et pour surveiller les dépenses de campagne avant les élections générales de mai 2022. Cette initiative a permis à la commission de supervision du Liban de déceler plus de 700 violations électorales, qui ont été renvoyées devant la cour des publications. Ce cours en ligne est conçu pour renforcer la contribution d'un large éventail de parties prenantes à un écosystème d'information propice à des élections inclusives, transparentes et crédibles fondées sur le dialogue démocratique. Nous espérons qu'il aide les acteurs électoraux à exploiter les nouvelles opportunités offertes par les technologies numériques tout en restant vigilants face aux menaces émergentes, en contribuant à la légitimité des processus électoraux et en renforçant la confiance dans les processus et les institutions démocratiques. Je vous remercie.